

Un monde moins inégalitaire, mais des pays plus inégaux ?

Isabelle Bensidoun & Grégoire Elkouby

Alors qu'à la fin des années 1990 le débat sur les inégalités dans le monde était focalisé sur l'évolution des inégalités entre pays ou internationales, il s'est aujourd'hui déplacé sur la dynamique des inégalités internes, celles qui se manifestent au sein des pays. L'objet de ce Panorama est de proposer un bilan des évolutions, ces dernières décennies, des inégalités de revenus à différents niveaux : inégalités entre pays, inégalités internationales, inégalités mondiales et inégalités internes. Les premières nous renseignent sur les écarts de niveaux de vie moyens entre les différents pays du monde, et de ce point de vue les évolutions depuis 2000 montrent que la progression des inégalités que l'on observait jusque-là s'est retournée : suffisamment de pays en développement ont connu une croissance vigoureuse de leur PIB par tête pour conduire à une baisse des inégalités entre pays. De ce fait, inégalités entre pays et inégalités internationales (celles qui tiennent compte de l'importance des populations des pays pour établir une distribution internationale des revenus) empruntent depuis la même direction. Cette réduction des inégalités internationales est d'ailleurs pour beaucoup dans celle des inégalités mondiales qui permettent d'appréhender la manière dont les écarts de revenus entre citoyens du monde ont évolué. Toutefois en fin de période la baisse des inégalités mondiales est aussi tirée (dans certaines estimations) par celle des inégalités internes. Ces dernières, après avoir fortement augmenté dans de nombreux pays entre le milieu des années 1980 et la crise financière de 2007-2008, connaissent depuis des évolutions plus contrastées.

Sommaire

1. **Introduction**
2. **De quelles inégalités parle-t-on ?**
3. **Convergence des niveaux de vie et inégalités entre pays : amélioration depuis 2000**
4. **Des inégalités internationales aux inégalités mondiales**
 - Inégalités entre pays *versus* inégalités internationales
 - Inégalités mondiales : les hypothèses
 - Inégalités mondiales : prise en compte des hauts revenus
5. **Des inégalités internes en progression jusqu'à la crise financière**
6. **Conclusions**
7. **Annexe**



1. Introduction

A la fin des années 1990, le mouvement de contestation de la mondialisation, amorcé avec l'opposition à l'Accord multilatéral sur l'investissement négocié sous l'égide de l'OCDE puis dirigé, à l'occasion de la réunion ministérielle de Seattle, vers son institution symbolique, l'OMC donne lieu à un débat sur l'évolution des inégalités dans le monde. La question est notamment de savoir si la mondialisation, les politiques d'ouverture et d'insertion internationale préconisées par les institutions internationales aux pays du Sud ont été bénéfiques, ce qui le cas échéant devrait se traduire par une réduction des inégalités dans le monde. Aujourd'hui ces contestations se sont diffusées à une plus large partie de la population et se sont invitées à différentes échéances électorales jusqu'à gravir les marches du pouvoir de l'ancien leader de l'ordre économique mondial, les États-Unis. Elles ont, depuis la crise financière de 2007-2008 et la crise économique qui s'est ensuivie, surtout à nouveau remis sur la table la question de la progression des inégalités, surtout internes cette fois-ci, d'autant que depuis maintenant 4-5 ans les organisations internationales, OCDE, mais aussi FMI, reconnaissent que les inégalités n'ont pas d'effets délétères uniquement d'un point de vue éthique ou social, mais également économique. Dans ce contexte, quel bilan peut-on dresser de l'évolution des inégalités dans le monde ? L'absence de convergence des niveaux de vie entre pays observée entre 1960 et 2000 est-elle toujours d'actualité ? La baisse des inégalités internationales est-elle toujours tirée uniquement par la dynamique de croissance chinoise ? Le sentiment que les inégalités internes progressent est-il justifié ? Avant d'apporter des réponses à ces questions, examinons pour commencer comment mesurer les inégalités dans le monde.

2. De quelles inégalités parle-t-on ?

Au début des années 2000, la controverse entre ceux qui affirmaient que les inégalités dans le monde s'étaient largement réduites et ceux qui défendaient, au contraire, qu'elles avaient fortement augmenté revêtait une nature passionnée. Chacun cherchait alors à utiliser l'évolution mesurée comme une sorte de résumé des bienfaits – ou méfaits – de la mondialisation pour appuyer ses positions. En réalité, les uns et les autres s'appuyaient sur des mesures différentes de l'évolution des inégalités dans le monde (Bensidoun, 2004). Trois concepts peuvent en effet être mobilisés, selon ce à quoi on s'intéresse.

On peut tout d'abord s'interroger sur la manière dont les **inégalités** de niveaux de vie moyens **entre pays** ont évolué : y a-t-il eu suffisamment de pays dont le niveau de vie (appréhendé par leur produit intérieur brut, PIB, par tête en parité de pouvoir d'achat) s'est rapproché de celui des pays riches pour qu'en moyenne au niveau mondial les inégalités entre pays régressent, c'est-à-dire que les écarts de niveaux de vie soient moins forts ?

Cette interrogation rejoint celle que se pose ceux qui s'intéressent, dans la littérature sur la croissance, à la convergence des niveaux de vie entre pays. Deux approches sont donc possibles pour répondre à cette question : le calcul d'un indicateur des inégalités de PIB¹ par tête entre pays ou une équation de **convergence absolue** qui va renseigner sur le rattrapage ou non en moyenne des pays riches par les pays pauvres, sur la convergence de leurs niveaux de vie (Bensidoun & Boone, 1998). Pour ce faire, la croissance des PIB par tête de différents pays sur une certaine période est régressée sur leurs PIB par tête initiaux. Une relation négative indique une convergence des niveaux de vie en moyenne.

Ce concept d'inégalités entre pays ne s'intéresse pas à mesurer les inégalités de niveaux de vie des individus dans le monde, mais adopte le point de vue des pays (de leur revenu moyen). A cela plusieurs raisons. Tout d'abord,

¹ En parité de pouvoir d'achat.

avoir une idée des écarts de niveaux de vie moyens entre pays a un intérêt en soi comme on vient de le voir pour évaluer si un phénomène de convergence est à l'œuvre au niveau mondial. Ensuite les données nécessaires pour calculer cet indicateur sont facilement accessibles et disponibles pour tous les pays.

En revanche pour calculer un indicateur **d'inégalités mondiales**, entre les citoyens du monde, il faudrait idéalement pouvoir disposer d'une enquête mondiale sur les revenus des ménages menée partout selon des critères identiques. Faute d'une telle enquête, les estimations sont faites à partir des enquêtes nationales, chacun tentant de résoudre à sa manière les difficultés liées aux écarts de définitions ou de concepts entre les pays et à la mauvaise prise en compte des hauts revenus dans les enquêtes. Pour chaque pays, les données de revenu des ménages sont agrégées en un certain nombre de quantiles et c'est à partir du revenu moyen de chacun de ces quantiles, ou de leur distribution estimée, qu'est calculé l'indicateur d'inégalités mondiales, pondéré par les populations (des quantiles) correspondantes.

On le comprend, ici chaque pays n'est plus représenté simplement par son niveau de vie moyen, mais par la distribution de ses revenus. Les inégalités internes sont prises en compte. D'ailleurs, sous réserve d'utiliser un indicateur d'inégalités qui le permet, les inégalités mondiales peuvent être décomposées en une composante internationale et une composante intranationale afin d'identifier ce qui dans l'évolution des inégalités mondiales relève d'écarts de niveaux de vie moyens entre les pays et ce qui provient d'écarts de niveaux de vie à l'intérieur des pays².

Un troisième concept, aussi facile à calculer que le premier, celui d'inégalités entre pays, car ne requérant que les PIB en parités de pouvoir d'achat et les populations des différents pays, cherche quant à lui à prendre davantage en compte les individus, du moins leur nombre, que les pays en attribuant à chaque pays un poids égal à sa part dans la population mondiale. Ici, tout en conservant le pays comme entité d'analyse, on s'intéresse moins à la macroéconomie des pays qu'à la distribution internationale des revenus. L'indicateur **d'inégalités internationales** ne diffère donc de celui entre pays que par le poids qu'il accorde à chaque pays (égal à 1 pour le premier, égal à la part de la population du pays dans la population mondiale pour le second). En se plaçant ainsi du point de vue des populations, il est clair que les progrès de la Chine affectent plus de personnes que ceux du Botswana. De même le recul (entre 1960 et 2000) du Nigeria concerne une part plus grande de la population mondiale que celui du Niger.

Toutefois cet indicateur d'inégalités internationales se situe, conceptuellement, dans une position ambiguë : en prenant en compte les populations, on quitte la stricte notion d'inégalités entre pays (seuls les pays comptent) pour se rapprocher de celle d'inégalités entre individus (inégalités mondiales), sans toutefois l'atteindre. C'est en effet le nombre d'individus qui se partagent le revenu du pays qui est pris en compte dans les inégalités internationales et non ce qu'il advient aux revenus de ces individus. C'est, implicitement, faire l'hypothèse que tous les individus d'un pays disposent du revenu national moyen : les inégalités internes sont ignorées (Bensidoun & Chevallier, 2005).

Ainsi cet indicateur présente, par rapport à celui d'inégalités mondiales, comme principal intérêt d'être facilement calculable. Le jour où les inégalités mondiales pourront être estimées avec moins de difficultés, son utilité

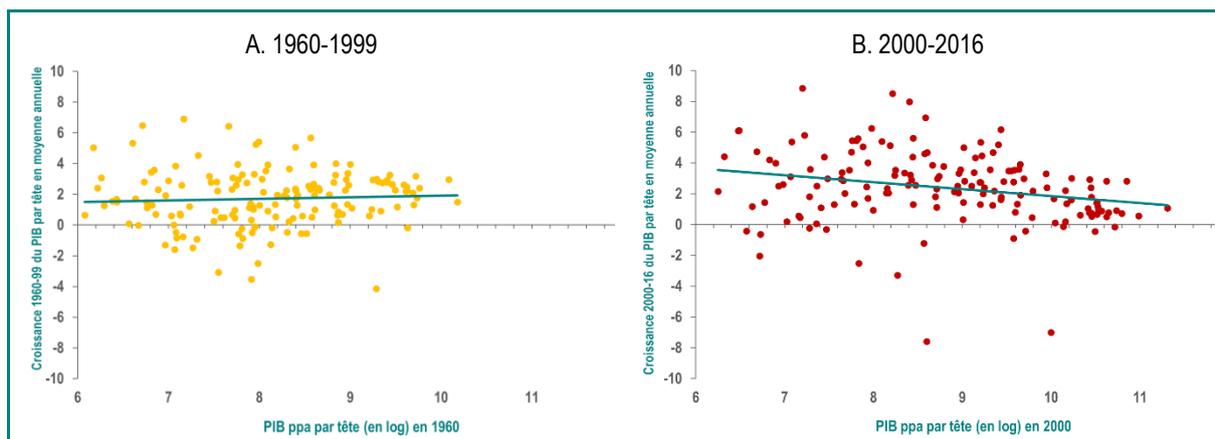
² La déviation logarithmique moyenne et l'indicateur de Theil sont des indicateurs d'inégalités qui mesurent l'écart entre le poids d'un individu (ou d'un groupe) dans la population et le poids de son revenu dans le revenu total, mais avec des fonctions de distance différentes (voir les formules en **annexe**). Tous deux sont décomposables mais le premier l'est, comme le souligne Anand (1983), au sens strict car la composante interne des inégalités mondiales obtenue à partir de la déviation logarithmique moyenne est une moyenne des inégalités internes des différents pays pondérée par la part de la population de chaque pays dans la population mondiale, et en conséquence correspond bien à celle qui prévaudrait si les inégalités internationales étaient éliminées. En revanche la composante interne des inégalités mondiales obtenue à partir de l'indicateur de Theil étant une moyenne des inégalités internes des différents pays pondérée par la part du revenu de chaque pays dans le revenu mondial, elle ne peut être interprétée comme celle qui prévaudrait en l'absence d'inégalités internationales.

disparaîtra ou persistera seulement comme composante des inégalités mondiales. En outre, à partir du moment où des poids différents sont accordés aux pays, il se peut très bien que l'évolution internationale que l'on observe à partir de cet indicateur reflète essentiellement ce qui se produit dans un pays, limitant par là-même les conclusions que l'on peut en tirer d'un point de vue international. L'indicateur d'inégalités entre pays apporte alors un complément d'informations indispensable à ceux qui privilégient une approche entre nations, mais aussi pour juger du caractère global ou non du rattrapage des pays riches par les pays pauvres.

3. Convergence des niveaux de vie et inégalités entre pays : amélioration depuis 2000

Au début des années 2000, le verdict était sans appel : la convergence des niveaux de vie entre nations n'était pas une caractéristique de l'économie mondiale. En moyenne entre 1960 et 2000 les pays n'avaient pas connu une croissance de leur PIB par tête d'autant plus vive qu'ils étaient pauvres (**graphique 1.A**). Certes, un certain nombre de pays avait tiré leur épingle du jeu, au premier rang desquels la Chine, mais le phénomène était loin de concerner le plus grand nombre. Pour observer une convergence des niveaux de vie, il fallait se situer dans des espaces plus restreints, moins hétérogènes, comme les pays européens par exemple (**graphique A.1 en annexe**).

Graphique 1
CONVERGENCE DES NIVEAUX DE VIE

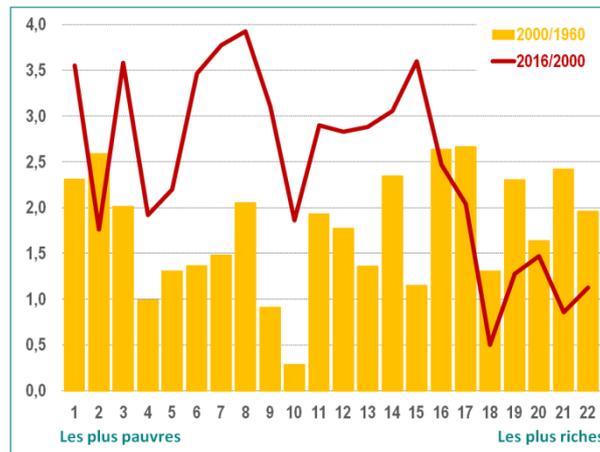


Source : calcul des auteurs à partir de CEPII, base de données CHELEM-PIB.

Depuis 2000, la situation a radicalement changé : la convergence des niveaux de vie est désormais au rendez-vous. Entre 2000 et 2016, une relation négative entre croissance par tête et PIB par tête initial des différents pays est observée (**graphique 1.B**).

Le **graphique 2** qui présente la croissance par tête sur les deux périodes de 22 groupes de pays classés selon leur niveau de PIB par tête initial (des plus pauvres aux plus riches) permet de comprendre pourquoi les résultats sur la convergence se sont autant modifiés. Alors que, sur la période 1960-2000, la croissance par tête est plus élevée, en moyenne, dans les groupes de pays les plus riches que dans les plus pauvres, c'est le contraire que l'on observe sur la seconde période.

Graphique 2
CROISSANCE PAR TÊTE DES DIFFÉRENTES CATEGORIES DE PAYS
SELON LEUR NIVEAU DE PIB PAR TÊTE INITIAL

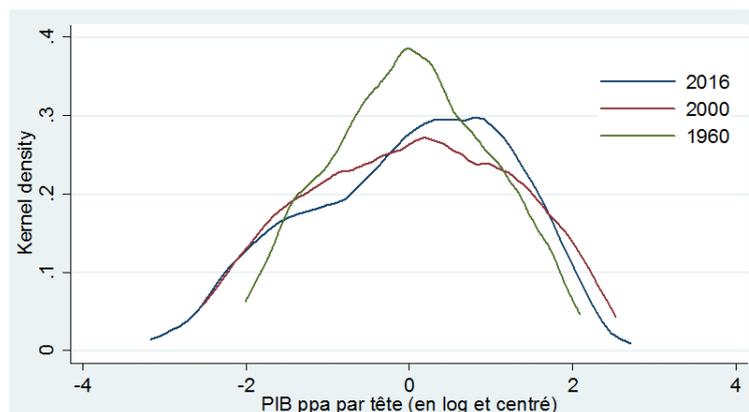


Note : sur l'axe des abscisses, l'ensemble des pays retenus ici (156) est divisé en 22 groupes de taille égale (7 pays) sauf le dernier (8 pays) classés par ordre croissant de PIB par tête. En ordonnée figure la croissance annuelle moyenne par tête de chaque catégorie de pays. Par exemple, les 7 pays les plus pauvres (groupe 1) ont connu une croissance par tête de 2,3 % en moyenne annuelle entre 1960 et 2000 et 3,6 % entre 2000 et 2016, tandis que les 8 pays les plus riches (groupe 22) ont connu une croissance par tête de respectivement 2 % et 1,1 %.

Source : calcul des auteurs à partir de CEPII, base de données CHELEM-PIB.

L'évolution de la forme de la distribution des PIB par tête dans le monde nous indique par ailleurs que le nombre de pays composant la classe moyenne s'est réduit entre 1960 et 2000, que la dispersion des revenus est plus grande et que davantage de pays se situent aux deux extrémités de la distribution (**graphique 3**). Entre 2000 et 2016, en revanche, la distribution des PIB par tête se déplace vers la droite témoignant ainsi d'un mouvement de progression des niveaux de vie, avec moins de pays pauvres et davantage de pays qui composent le groupe des pays riches.

Graphique 3
DISTRIBUTIONS DES PIB PPA PAR TÊTE EN 1960, 2000 ET 2016



Note : l'estimation de la densité par les noyaux (kernel) est une généralisation de l'estimation par histogramme qui présente l'avantage d'être continue. Le noyau utilisé ici est epanechnikov et le paramètre de lissage, commun aux trois années, est égal à 0.3949.

Source : calcul des auteurs à partir de CEPII, base de données CHELEM-PIB.

Encadré

Définition des trois catégories de pays selon leur revenu

La Banque mondiale fournit un classement des économies selon leur niveau de revenu largement repris dans de nombreuses publications. Toutefois ce classement n'est pas établi en évaluant les niveaux de revenu des différents pays aux taux de change de parité de pouvoir d'achat. En outre les premiers classements dont on dispose remontent à la fin des années 1980. Les trois groupes de pays ont donc été déterminés ici en s'appuyant sur Bensidoun (2004) pour l'année 1960 et pour les années 2000 et 2016 en essayant de rapprocher un classement basé sur un critère de PIB par tête en parité de pouvoir d'achat avec celui de la Banque mondiale.

La Banque mondiale classe les économies en quatre groupes, selon qu'elles sont à revenu élevé, à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ou à faible revenu. Cette classification est établie à partir d'un critère de revenu national brut (RNB) par habitant converti en dollars courants en utilisant la méthode dite de l'Atlas. Celle-ci s'appuie sur les taux de change officiels lissés sur trois ans et corrigés de l'inflation afin de réduire les effets des fluctuations des taux de change de marché, mais contrairement aux taux de change de parité de pouvoir d'achat, elle ne prend pas en compte les différences de niveaux de prix intérieurs entre les pays. Pour déterminer les seuils permettant de définir trois groupes de pays (un seul groupe de pays à revenu intermédiaire) selon leur PIB (et non leur RNB) par tête en parité de pouvoir d'achat (et non aux taux de change « Atlas »), une comparaison des classements selon les deux indicateurs a été effectuée afin de retrouver des regroupements les plus proches possibles. Cela conduit à définir les seuils présentés dans le tableau qui suit avec des écarts dans les regroupements plus ou moins importants selon les groupes et les dates.

	2000		2016	
	Banque mondiale RNB Atlas	CEPII PIB-PPA	Banque mondiale RNB Atlas	CEPII PIB-PPA
Pays riches	>9 265	> 20 000 Arabie saoudite, Lybie, République tchèque, Taïwan	> 12 235 Croatie, Uruguay	> 22 000 Guinée équatoriale, Kazakhstan, Malaisie, Russie, Taïwan, Turquie
Pays pauvres	< 755 Angola, Azerbaïdjan, Géorgie, Indonésie, Mongolie, Pakistan, Turkménistan, Ukraine, Yémen	< 3 000 Afghanistan, Djibouti, Myanmar	< 1 005	< 3 300 Cameroun, Kenya, Lesotho, Tadjikistan

Note : les pays listés dans ce tableau sont ceux qui figurent dans une des classifications mais pas dans l'autre. Ainsi, par exemple, en 2000 l'Arabie saoudite figure dans le groupe des pays riches dans la classification retenue ici, mais pas dans celle de la Banque mondiale ; l'Indonésie est considérée comme un pays pauvre en 2000 par la Banque mondiale et un pays à revenu intermédiaire dans le regroupement CEPII.

Ainsi en 2000 le groupe de pays riches retenu ici inclut 4 pays qui ne sont pas dans celui de la Banque mondiale (BM) dont deux (Taïwan et la Lybie) faute de données dans la base de la BM. En 2016 les écarts sont plus importants : 2 pays (l'Uruguay et la Croatie) sont classés comme riches par la BM et ne le sont pas ici et 6 le sont (Guinée équatoriale, Kazakhstan, Malaisie, Russie, Taïwan, Turquie) ici et ne le sont pas dans le classement BM. Pour le groupe des pays pauvres c'est en 2000 que les écarts sont importants : 9 pays sont considérés comme pauvres par la BM et à revenu intermédiaire ici ; inversement, 3 pays sont classés dans le groupe des pays pauvres ici alors qu'ils sont à revenu intermédiaire pour la BM. En 2016, seuls 4 pays sont ici considérés comme pauvres alors qu'ils sont à revenu intermédiaire dans le classement BM.

Pour rendre plus « parlantes » ces distributions, les **graphiques 4 et 5** présentent pour les 156 pays regroupés en trois catégories – pays riches, à revenu intermédiaire et pauvres (**encadré**) – leur PIB par tête en 1960 et en 2000 pour le premier et en 2000 et 2016 pour le second.

En suivant cette classification, parmi les 93 pays à revenu intermédiaire en 1960 13 sont devenus riches en 2000 – principalement des pays européens et, en Asie, le Japon et trois des dragons – et 18 pays, situés essentiellement en Afrique Subsaharienne, ont régressé pour rejoindre le groupe des pays pauvres (**tableau 1.A et graphique 4**). Parmi ces derniers en 1960, 8 pays, dont le Botswana et la Chine, ont rejoint, en 2000, le groupe des pays à revenu intermédiaire et 1 (le quatrième dragon asiatique, la Corée du Sud) le groupe des pays riches. Au sein de ce dernier groupe en 1960, 4 pays ont régressé pour se situer en 2000 pour 3 d'entre eux parmi les pays à revenu intermédiaire et 1 (Djibouti) parmi les pays pauvres. Au final le groupe des pays à revenu intermédiaire s'est fortement réduit (- 20 pays) tandis que les groupes des pays pauvres et riches comptent chacun 10 pays supplémentaires.

Tableau 1
MOBILITE DES PAYS SELON LEUR NIVEAU DE PIB PPA PAR TETE

A. 1960-2000				
Nombre de pays	Riches	À revenu intermédiaire	Pauvres	Total 1960
Riches	21	3	1	25
À revenu intermédiaire	13	62	18	93
Pauvres	1	8	29	38
Total 2000	35	73	48	156

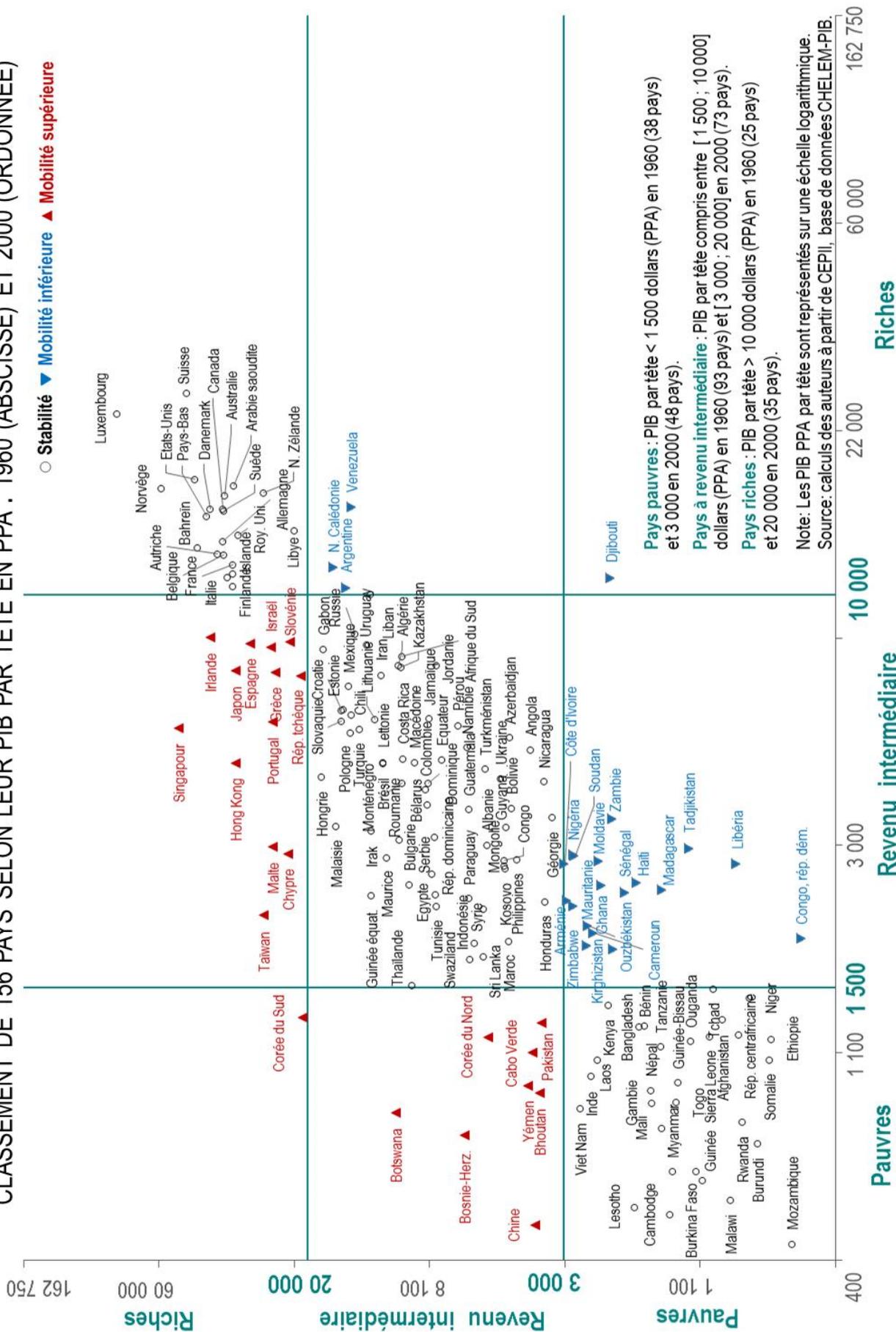
B. 2000-2016				
Nombre de pays	Riches	À revenu intermédiaire	Pauvres	Total 2000
Riches	34	1	-	35
À revenu intermédiaire	12	59	2	73
Pauvres	-	17	31	48
Total 2016	46	77	33	156

Notes : les cases grises des tableaux (leur diagonale) présentent le nombre de pays qui sont restés dans la même catégorie de revenu entre les deux dates, les cases rouges le nombre de ceux qui sont passés dans une catégorie supérieure et les cases bleues celui de ceux qui sont passés dans une catégorie de revenu inférieure. Ainsi, dans le panel A, sur les 25 pays riches en 1960 21 le sont restés (gris), 3 ont rejoint le groupe des pays à revenu intermédiaire (bleu) et 1 le groupe des pays pauvres (bleu). En 2000 le groupe des pays riches compte 35 pays, les 21 qui l'étaient déjà en 1960 (gris), 13 qui appartenaient au groupe des pays à revenu intermédiaire en 1960 (rouge) et 1 qui appartenait au groupe des pays pauvres (rouge).

Source : calculs des auteurs à partir de CEPII, base de données CHELEM-PIB.

Graphique 4

CLASSEMENT DE 156 PAYS SELON LEUR PIB PAR TÊTE EN PPA : 1960 (ABSCISSE) ET 2000 (ORDONNÉE)



Graphique 5

CLASSEMENT DE 156 PAYS SELON LEUR PIB PAR TÊTE EN PPA : 2000 (ABSCISSE) ET 2016 (ORDONNÉE)



Entre 2000 et 2016, les transitions sont bien différentes (**tableau 1.B** et **graphique 5**). Très peu de pays connaissent des évolutions descendantes : seuls la Lybie, le Yémen et la Syrie, des pays en guerre. Si le groupe des pays à revenu intermédiaire compte seulement 4 pays en plus en 2016 (77 contre 73), sa composition est transformée : 12 pays le quittent pour rejoindre celui des pays riches, pour beaucoup des pays de l'Est mais aussi la Malaisie, la Turquie et la Guinée équatoriale, 12 pays pauvres et 1 pays riche en 2000 le rejoignent. Le groupe des pays riches s'étoffe (+11 pays) tandis que celui des pays pauvres se réduit (-15 pays).

La convergence des niveaux de vie qui vient d'être décrite, dénommée **β convergence** dans la littérature empirique sur la croissance (de la lettre grecque utilisée pour symboliser le coefficient du PIB par tête initial dans une équation de convergence absolue), est une condition nécessaire mais non suffisante de la **σ -convergence**³. Cette dernière mesure l'évolution de la dispersion (écart-type) des PIB par tête (en logarithme)⁴, et se réalise lorsque cette dispersion se réduit.

Après avoir connu un accroissement quasi-continu jusqu'au milieu des années 1990, la dispersion des PIB par tête se stabilise jusqu'à la crise financière puis, pour la première fois, connaît une réduction qui la ramène à son niveau du début des années 1990 (**graphique 6**). Cette réduction provient de la faiblesse de la croissance enregistrée par les pays riches. En effet si l'on construit ce qu'aurait été la dispersion des PIB par tête si les pays définis comme riches en 2000 (35 pays) avaient connus entre 2008 et 2016 la même croissance en moyenne de leur PIB par tête que celle enregistrée les 10 années précédentes (entre 1997 et 2007) alors on n'observe plus de (sigma) convergence (courbe en pointillés **graphique 6**).

Graphique 6
(σ)-CONVERGENCE DES REVENUS
1960-2016



Note : σ^* correspond à la σ -convergence simulée avec une croissance moyenne sur la période 2008-2016 pour les pays riches (en 2000) égale à leur croissance moyenne sur la période 1997-2007.

Source : calcul des auteurs à partir de CEPII, base de données CHELEM-PIB.

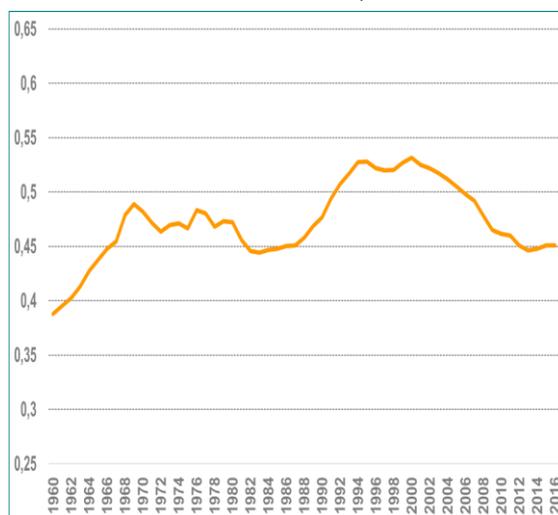
Vu sous l'angle des inégalités, plutôt que celui de la convergence, on constate aussi clairement que depuis le début des années 2000 la situation a radicalement changé : les inégalités entre pays, mesurées à partir de l'indice de

³ Voir par exemple Young *et alii* (2008).

⁴ La σ -convergence étant calculée par l'écart-type des PIB par tête en logarithme, elle correspond à un indicateur d'inégalité relatif et non un indicateur d'inégalité absolu, ce qu'elle aurait été si elle avait été calculée à partir des PIB par tête. Le premier possède la propriété que les inégalités restent inchangées lorsque tous les revenus augmentent au même taux, tandis que les inégalités absolues restent inchangées lorsque les revenus augmentent tous du même montant. La dispersion des PIB par tête (et non de leur logarithme), que l'on pourrait qualifier de σ -convergence absolue (et non relative) ne connaît pas de réduction depuis 1960.

Theil, affichent depuis cette date une réduction inobservée jusque-là, de sorte qu'au début des années 2010 les inégalités étaient revenues au niveau où elles se situaient au début des années 1980, avant leur ascension des années 1990 (**graphique 7**).

Graphique 7
INEGALITES ENTRE PAYS, 1960-2016



Note : les inégalités sont ici mesurées par l'indice de Theil (voir l'**annexe**).

Source : calcul des auteurs à partir de CEPII, base de données CHELEM-PIB.

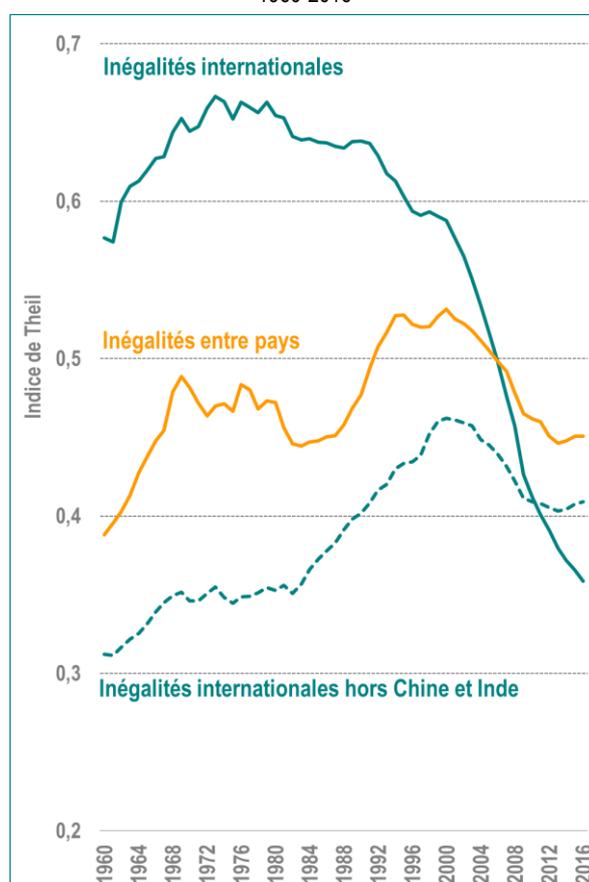
Alors que le rattrapage du niveau de vie des pays riches par les pays pauvres ne concernait pas suffisamment de pays pour que les inégalités entre pays baissent avant 2000, depuis la vigueur de la croissance de nombres d'économies émergentes ou en développement et la faiblesse de celle des pays avancés après la crise financière de 2007-2008 a permis une convergence des niveaux de vie au niveau global qui se reflète dans la réduction des inégalités entre pays.

4. Des inégalités internationales aux inégalités mondiales

Inégalités entre pays *versus* inégalités internationales

Au début des années 2000, les évolutions divergentes des inégalités entre pays (celles qui ne tiennent pas compte du poids de chaque pays dans la population mondiale) et des inégalités internationales (qui en tiennent compte) ont été à l'origine de la controverse rappelée plus haut entre ceux pour qui la mondialisation avait conduit à une divergence des niveaux de vie entre pays et ceux qui, au contraire, affirmaient qu'elle avait permis au plus grand nombre de connaître une amélioration de leur revenu. Comme l'illustre le **graphique 8**, sur lequel sont reportées les inégalités entre pays et les inégalités internationales, sur les années 1980 et 1990 en effet les premières augmentent tandis que les secondes diminuent du fait du formidable rattrapage de la Chine qui compte 1/5 de la population mondiale. Hors Chine les inégalités internationales augmentent tout comme les inégalités entre pays. A partir de 2000 les deux indicateurs évoluent de conserve (**Bensidoun, 2018**), le rattrapage des pays riches par les pays pauvres ayant depuis cette date concerné suffisamment de pays pour, comme on vient de le voir, permettre une réduction des inégalités entre pays et une réduction similaire des inégalités internationales même une fois la Chine et l'Inde exclues. En revanche en fin de période (après 2012-2013) c'est bien la poursuite d'une croissance toujours aussi vive dans ces deux pays qui fait que les inégalités internationales continuent de baisser alors que les inégalités entre pays se stabilisent.

Graphique 8
INEGALITES ENTRE PAYS VERSUS INEGALITES INTERNATIONALES
1960-2016

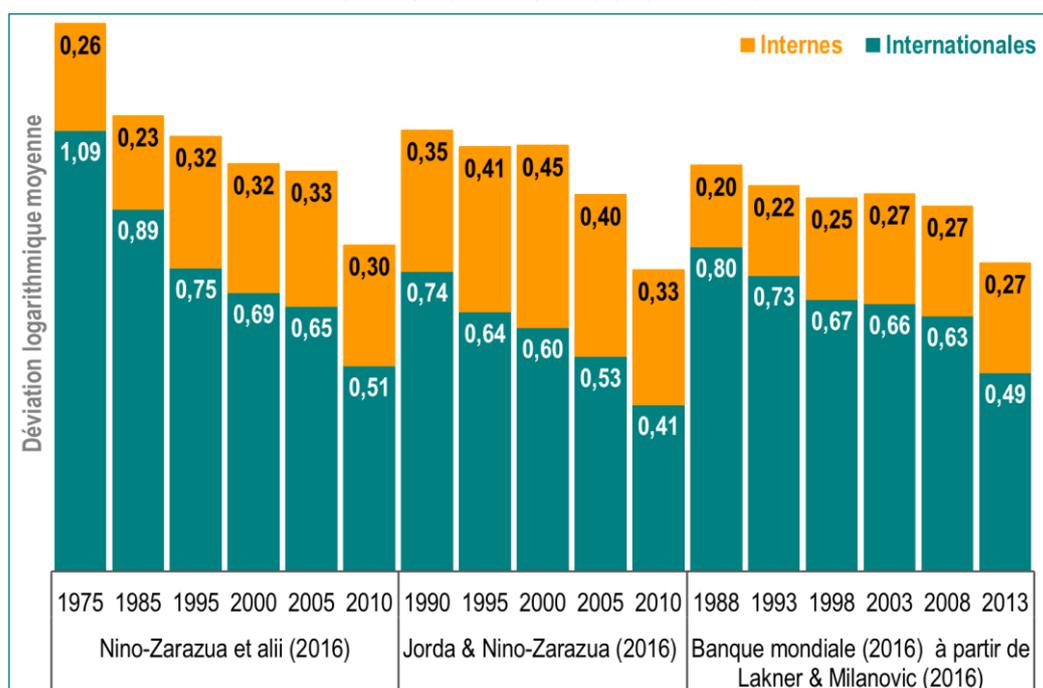


Source : calcul des auteurs à partir de CEPII, base de données CHELEM-PIB.

Inégalités mondiales : les hypothèses

Comme on l'a rappelé dans la première partie, l'indicateur d'inégalités internationales est conceptuellement ambigu, ou pour le dire autrement, à mi-chemin de l'indicateur d'inégalités mondiales, puisqu'il ne tient pas compte des inégalités internes, chaque individu disposant du revenu moyen de son pays. Comme on l'a rappelé aussi plus haut, l'indicateur d'inégalités mondiales, qui fait la fin du chemin, est plus difficile à calculer car il mobilise les enquêtes auprès des ménages de différents pays avec, en contrepartie, de nombreuses hypothèses à formuler pour tenter d'aboutir à une mesure la plus cohérente et pertinente possible au niveau mondial. C'est d'ailleurs les différences d'hypothèses retenues par les auteurs qui conduisent à des estimations qui ne délivrent pas toujours le même diagnostic quant à l'évolution ou à l'ampleur des composantes des inégalités mondiales. Le **graphique 9** présente trois estimations des inégalités mondiales (Nino-Zarazua *et alii*, 2016 ; Jorda & Nino-Zarazua, 2016 ; Lakner & Milanovic, 2016) et de leurs composantes internationale et interne.

Graphique 9
INEGALITES MONDIALES : TROIS ESTIMATIONS



Notes : Lakner & Milanovic (2016) fournissent des estimations des inégalités mondiales jusqu'en 2008. La Banque mondiale (2016) fournit quant à elle des estimations pour les mêmes années et l'année 2013 en mentionnant comme sources Lakner & Milanovic (2016), Milanovic (2016) et ses propres calculs à partir de *PovcalNet*. Néanmoins les estimations présentées par la Banque mondiale, pour les années qui sont en commun, ne correspondent pas exactement à celles de Lakner & Milanovic (2016), comme le montre le **graphique A.2 en annexe**.

Sources : Banque mondiale (2016), Jorda & Nino-Zarazua (2016), Lakner & Milanovic (2016) et Nino-Zarazua *et alii* (2016).

Ces trois estimations délivrent des résultats qui diffèrent quant :

- au niveau des inégalités mondiales,
- à la répartition des inégalités mondiales entre inégalités internationales et inégalités internes,
- aux évolutions des inégalités internes.

Ces écarts résultent de choix méthodologiques différents opérés par les auteurs pour calculer des inégalités entre citoyens du monde en l'absence d'une enquête mondiale sur les revenus des ménages (**tableau 2**).

Tout d'abord, les différentes estimations peuvent ne pas couvrir exactement les mêmes pays, sachant que, dans chacune, la **couverture géographique** est différente selon les années. Cependant, dans la mesure où toutes couvrent tout de même une part très forte de la population mondiale, ces différences géographiques ne devraient pas conduire à des écarts très significatifs.

Ensuite, l'utilisation de **taux de change de PPA** d'années différentes peut expliquer que le niveau d'inégalités internationales soit dans l'estimation de Nino-Zarazua *et alii* (2016) plus élevé que dans celle de Jorda & Nino-Zarazua (2016) : la première est effectuée avec des taux de change de PPA de 2005, la seconde de 2011. Or Lakner & Milanovic (2016), qui fournissent des estimations des inégalités mondiales calculées à partir des taux de change de PPA de 2005 et de 2011, montrent que cela conduit à des inégalités internationales bien plus fortes dans le premier cas (voir le **graphique A.2 en annexe**).

Quant aux écarts dans le niveau des inégalités internationales entre l'estimation de Jorda & Nino-Zarazua (2016) (où elles sont plus faibles) et celle de Lakner & Milanovic (2016), ils peuvent provenir tout d'abord du concept de **revenu moyen** retenu. Alors que Jorda & Nino-Zarazua (2016) utilisent comme indicateur de revenu moyen le PIB

par tête issu de la comptabilité nationale, Lakner & Milanovic (2016) privilégient le revenu moyen ou la dépense moyenne disponible dans les enquêtes auprès des ménages. Or d'après Deaton (2003), le revenu moyen estimé à partir de la comptabilité nationale est généralement plus élevé que celui estimé à partir des enquêtes auprès des ménages. C'est aussi ce que l'on peut constater sur le **graphique A.3 en annexe**, où sont reportés les pays pour lesquels les données de revenu moyen issues de Povcalnet sont disponibles en 2010. L'effet sur l'indicateur d'inégalités internationales de tels écarts n'est pas évident *a priori*. Mais dans la mesure où l'Inde et la Chine, les deux géants démographiques émergents, figurent parmi les pays où l'écart relatif entre revenus moyens⁵ issus de la comptabilité nationale et ceux⁶ issus des enquêtes est le plus fort, les inégalités internationales sont plus faibles lorsqu'elles sont calculées à partir des données de comptabilité nationale (0,38) plutôt qu'à partir de celles-issues des enquêtes (0,56). C'est aussi ce à quoi aboutissaient Milanovic (2005) et Lakner & Milanovic (2013) sur des échantillons de pays, des concepts⁷ et des années différentes.

Tableau 2
HYPOTHESES RETENUES POUR LE CALCUL DES INEGALITES MONDIALES

	Nino-Zarazua et alii (2016)	Jorda & Nino-Zarazua (2016)	Lakner & Milanovic (2016)
Sources des données	WIID , UNU-WIDER	WIID, UNU-WIDER	PovcalNet & World income distribution (WYD), Banque mondiale
Période couverte	1975-2010	1990-2010	1988-2008
Couverture géographique (en % de la population mondiale)	[77 % ; 94 %]	> 90 %	[81 % ; 94 %]
Année de référence du taux de change PPA	2005	2011	2005 & 2011*
Consommation ou revenu ?	Les données basées sur les dépenses de consommation sont ajustées en leur imputant l'écart absolu moyen par décile entre dépenses et revenus obtenu à partir des pays pour lesquels les deux concepts sont disponibles	Les données basées sur les dépenses de consommation sont ajustées en leur imputant l'écart moyen relatif par décile entre dépenses et revenus obtenu à partir des pays pour lesquels les deux concepts sont disponibles, regroupés en 7 régions.	Les données basées sur les dépenses de consommation et le revenu sont utilisés sans correction.
Source et concept retenus pour le revenu moyen	Comptabilité nationale (PIB-PPA par tête)	Comptabilité nationale (PIB-PPA par tête)	Enquêtes auprès des ménages
Distribution	Log normal	GB2	non

*Le graphique 9 retient les données en PPA de 2011. Pour une comparaison des résultats avec les deux taux de change de PPA, voir le **graphique A.2 en annexe**.

Les écarts dans le niveau des inégalités internationales entre l'estimation de Jorda & Nino-Zarazua (2016) et celle de Lakner & Milanovic (2016) peuvent aussi provenir de la manière dont ces derniers tentent de réduire la sous-estimation des inégalités mondiales liée à l'hypothèse qu'à l'intérieur d'une classe de revenu tous les individus disposent du même revenu moyen. Pour ce faire, ils distinguent, pour les pays les plus peuplés (Chine, Inde, Indonésie, Bangladesh), population urbaine et population rurale ce qui revient à considérer deux Chine (l'une rurale,

⁵ PIB par tête.

⁶ Dépenses de consommation en l'occurrence pour ces deux pays.

⁷ Lakner & Milanovic (2013) comparent les inégalités obtenues en utilisant le revenu moyen (revenu ou dépenses de consommation) des enquêtes et celles obtenues en mobilisant la consommation par tête de la comptabilité nationale, la consommation par tête étant une meilleure mesure du revenu des ménages que le PIB par tête (Anand & Segal, 2008). La comparaison effectuée dans le **graphique A.3 en annexe** en revanche s'appuie sur les PIB par tête car il s'agissait d'élaborer sur les écarts entre les estimations des inégalités mondiales présentées dans ce document. Or celles qui utilisent des revenus moyens issus de la comptabilité nationale mobilisent le PIB par tête et non la consommation par tête.

l'autre urbaine), deux Inde, etc. et qui a pour conséquence d'affecter le partage entre inégalités internes et internationales : une partie de ce qui devrait apparaître comme inégalités internes se retrouve en inégalités internationales. En outre, dans la mesure où Jorda & Nino-Zarazua (2016) ne font pas l'hypothèse d'un revenu similaire pour tous les individus à l'intérieur d'une classe de revenu — puisqu'ils modélisent l'ensemble de la **distribution** des revenus de chaque pays pour chaque année⁸ — il se peut aussi que l'écart entre le niveau des inégalités internes dans leur estimation (plus important) et celle de Lakner & Milanovic (2016) provienne de cette prise en compte d'une variabilité au sein des déciles.

L'autre facteur, qui pourrait expliquer l'écart de niveau d'inégalités internes entre l'estimation de Lakner & Milanovic (2016) et les deux autres, concerne les choix opérés quant à la manière de traiter l'hétérogénéité dans ce qui est mesuré dans les enquêtes auprès des ménages selon les pays, à savoir **les revenus ou les dépenses de consommation**. Nino-Zarazua *et alii* (2016) et Jorda & Nino-Zarazua (2016) corrigent les données de dépenses de consommation tandis que Lakner & Milanovic (2016) utilisent à la fois des données de revenus et de dépenses sans tenter de corriger ces dernières pour se ramener à une estimation des revenus. Nino-Zarazua *et alii* (2016) et Jorda & Nino-Zarazua (2016) utilisent des approches dans le même esprit. Les premiers imputent aux déciles de dépenses de consommation l'écart absolu moyen entre dépenses et revenus obtenu pour un ensemble de pays pour lesquels les données par déciles⁹ sont disponibles sur ces deux agrégats, tandis que les seconds imputent l'écart relatif moyen régional (7 régions) pour tenir compte de l'hétérogénéité des écarts entre consommation et revenu par décile selon la région d'appartenance du pays. Or comme le rappellent Lakner & Milanovic (2016) et comme le montrent Jorda & Nino-Zarazua (2016) ou Meyer & Sullivan (2013)¹⁰ en comparant leurs résultats avec et sans correction entre les deux concepts de bien-être, les inégalités de revenus ont tendance à être plus élevées que les inégalités de consommation. En ne corrigeant pas pour ces différences de concept, Lakner & Milanovic (2016) sous-estiment probablement la composante interne de leurs inégalités mondiales.

Au-delà des écarts dans le niveau des inégalités mondiales ou la répartition de leurs deux composantes, on observe que les inégalités mondiales restent élevées en fin de période (entre 0,81 en PPA de 2005 et autour de 0,75 en PPA de 2011). Et ce alors qu'en dynamique on constate, pour les trois estimations, une réduction des inégalités mondiales liée pour l'essentiel à celles des inégalités internationales qui en représente la composante la plus forte (entre 80 % et 55 % selon les estimations et les années). En fin de période toutefois, la baisse des inégalités mondiales provient aussi dans les deux premières estimations d'une réduction, assez marquée dans la deuxième, des inégalités internes (entre 2005 et 2010), que l'on n'observe pas dans la troisième estimation où cette composante est stable de 2003 à 2013.

Inégalités mondiales : prise en compte des hauts revenus

Les estimations discutées jusque-là ne tiennent pas compte de la mauvaise couverture des hauts revenus dans les enquêtes auprès des ménages. Lakner & Milanovic (2016) et Jorda & Nino-Zarazua (2016) ont tenté d'évaluer les inégalités mondiales en corrigeant pour cette mauvaise couverture. Les premiers ne donnent le résultat de leur estimation que pour des inégalités calculées à partir de l'indice de Gini et par conséquent sans décomposition des inégalités mondiales entre inégalités internationales et inégalités internes. Ils aboutissent à des inégalités mondiales bien plus élevées, et ce de plus en plus au cours du temps, de telle sorte qu'entre 1988 et 2008 les inégalités mondiales restent quasiment inchangées. En revanche, Jorda & Nino-Zarazua (2016), en s'appuyant sur la modélisation mise en œuvre pour insuffler de la variabilité au sein des déciles, fournissent une estimation des

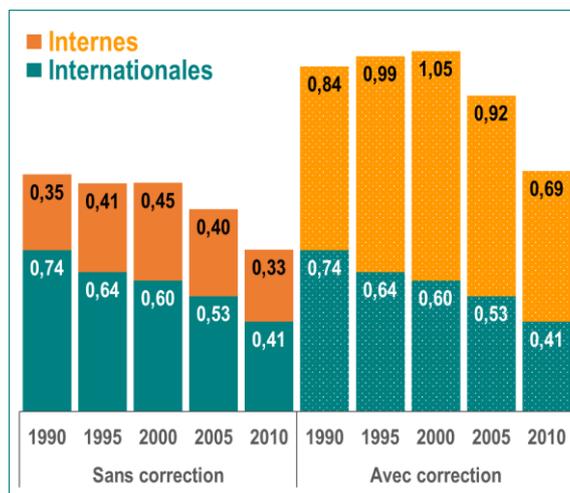
⁸ En utilisant une forme fonctionnelle très générale, la loi bêta généralisée de seconde espèce.

⁹ Pour les huit premiers déciles cela revient à réduire les données basées sur la consommation tandis que pour le dernier décile cela revient à l'augmenter fortement.

¹⁰ Meyer & Sullivan (2013) le montrent pour les États-Unis.

inégalités mondiales et de leurs deux composantes. Plus précisément, ils en estiment plusieurs selon différents seuils de la part de la population non couverte par les enquêtes, après avoir déterminé un seuil-pivot (1,7 %) ¹¹. Le **graphique 10** présente l'estimation des inégalités mondiales qu'ils obtiennent pour un seuil de 1,5 % ¹² avec, à titre de comparaison, l'estimation sans « prise en compte » des hauts revenus.

Graphique 10
INEGALITES MONDIALES AVEC ET SANS CORRECTION
POUR LES HAUTS REVENUS



Source : Jorda & Nino-Zarazua (2016).

Lorsque les estimations sont corrigées pour les hauts revenus, la composante interne des inégalités mondiales est considérablement plus forte, entre 2,4 et 2,1 fois selon les années, avec pour conséquence des inégalités mondiales qui ne sont plus principalement composées d'inégalités internationales, mais d'inégalités internes (entre 53 % et 64 % selon les années). De ce fait les inégalités mondiales corrigées augmentent de 1990 à 2000, alors qu'elles baissent légèrement sans correction, et ne diminuent qu'à partir de 2005.

Sur une période récente, estimer des inégalités mondiales est devenu possible, grâce à l'augmentation du nombre de pays qui mènent des enquêtes auprès des ménages. Toutefois l'exercice reste toujours sujet à caution, surtout dans l'évaluation de la composante interne des inégalités mondiales. Selon les hypothèses retenues et les corrections faites ou pas pour pallier les insuffisances d'homogénéité dans les enquêtes et leur capacité à rendre compte de ce qu'il se produit dans le haut de la distribution des revenus, les estimations diffèrent tant dans le niveau que dans la dynamique de cette moyenne mondiale des inégalités internes. On notera cependant qu'en « moyenne mondiale », les inégalités internes depuis les années 2000, soit se stabilisent, soit reculent à un moment où l'intérêt qui est porté, par les organisations internationales notamment, à leur développement se déploie (*Ostry et alii*, 2014 ; OCDE, 2015 ; World Bank, 2016 ; IMF, 2017). Afin de comprendre le décalage entre cette évolution mondiale et ces préoccupations récentes qui donnent le sentiment que le creusement des inégalités recouvre un phénomène général, examinons de plus près les évolutions enregistrées dans un certain nombre de pays.

¹¹ Ce seuil est établi en comparant les résultats obtenus, à partir d'estimations de la distribution des revenus pour différentes valeurs de seuil, de la part des revenus détenus par les 10 %, 5 %, 1 % et 0,1 % les plus riches avec celle fournie dans la base WID sur les hauts revenus pour les pays qui disposent de données (pour la plupart des pays riches).

¹² Quel que soit le seuil retenu de part de la population à hauts revenus non couverte par les enquêtes auprès des ménages, la composante interne des inégalités mondiales augmente (plus ou moins) de 1990 à 2000 puis diminue en 2005 et 2010. Plus le seuil est élevé, plus la composante interne des inégalités estimée est forte.

5. Des inégalités internes en progression jusqu'à la crise financière

Comme on vient d'en discuter longuement, disposer de données temporelles sur les inégalités qui soient vraiment comparables entre pays (selon les mêmes concepts de bien-être, le même échantillon...) reste, en dépit des immenses progrès réalisés ces dernières années par les instituts de statistiques nationaux, mais aussi par ceux qui rassemblent les informations au niveau international, un défi.

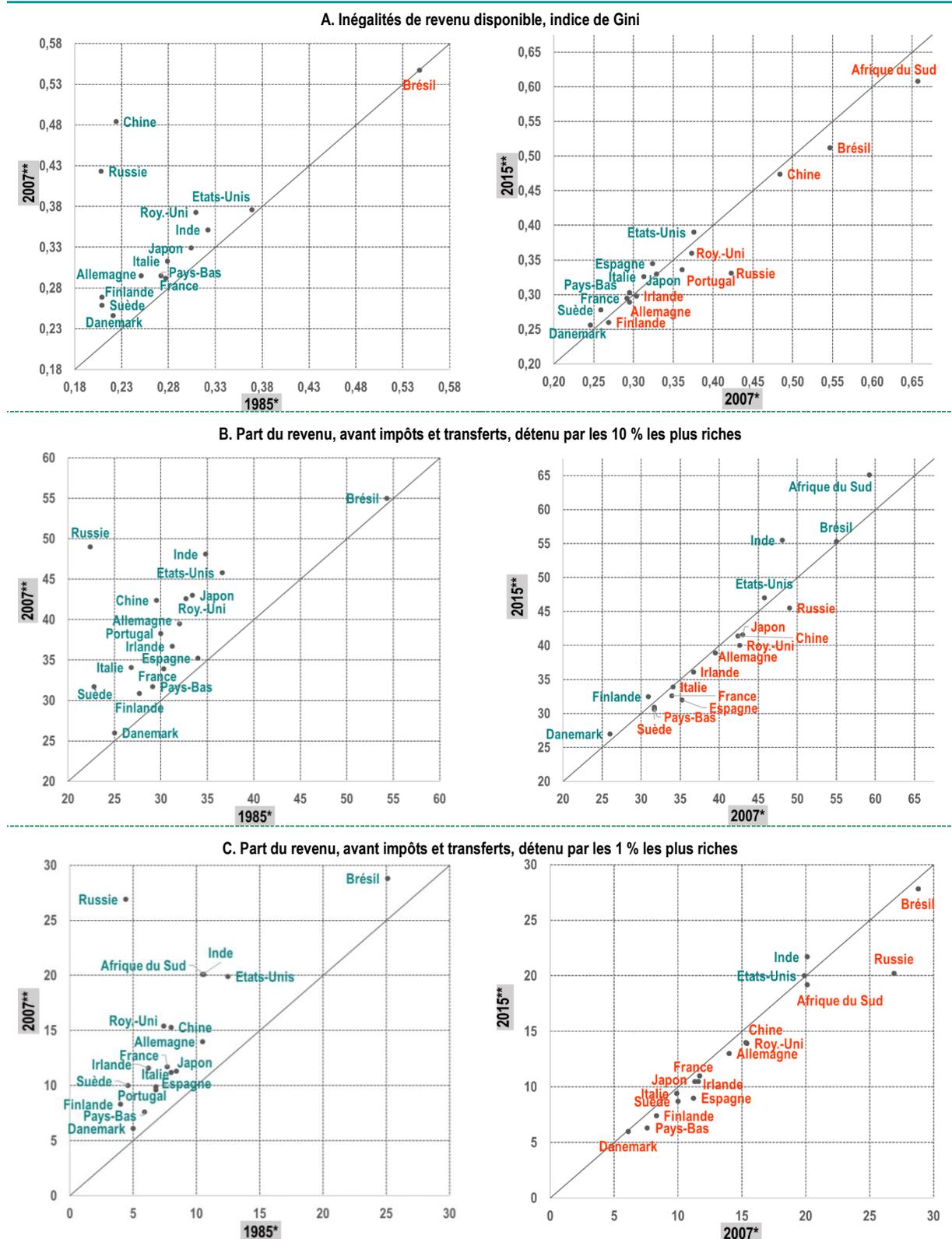
Dans ce qui suit quatre bases de données seront mobilisées. Les trois premières, [OCDE](#), [World income inequality database](#) (WIID, UNU-WIDER¹³) et [All the Ginis](#) de la Banque mondiale (ATG), permettront d'étudier l'évolution, depuis le milieu des années 1980, des inégalités de revenu disponibles telles que mesurées par le coefficient de Gini pour 22 pays (représentant plus de 50 % de la population mondiale), 17 pays de l'OCDE (à partir de la première base) et les BRICS (à partir des deux autres bases). La quatrième base de données, [World inequality database](#) (WID) du Laboratoire sur les inégalités mondiales qui, en s'appuyant notamment sur des données fiscales permet de capturer ce qu'il se passe du côté des hauts revenus, dont on a vu qu'ils étaient mal pris en compte dans les enquêtes, permet de rendre compte des évolutions de la part du revenu, avant impôts et transferts, détenue par les 10 % et les 1 % des adultes les plus riches, mais pour un nombre plus restreint de pays (18). Ces bases ont été choisies car ce sont les plus couramment utilisées ce qui n'empêche pas qu'elles puissent souffrir de limites ou donner des résultats sur l'évolution des inégalités qui pourraient être différents si une autre base avait été utilisée. Comme on l'a déjà souligné, faire un diagnostic sur les inégalités reste un défi, dans ce Panorama tout comme dans les autres publications sur le sujet. C'est donc bien au mouvement général des inégalités qu'il faut s'attacher plutôt qu'aux détails.

La partie gauche du **graphique 11**, qui présente l'évolution des inégalités entre le milieu des années 1980 et la crise financière, selon différentes mesures, montre que le sentiment d'une progression des inégalités internes est justifié (voir aussi **graphiques A.4-A.6** en annexe). Quel que soit l'indicateur retenu, tous les pays qui y sont représentés (à l'exception du Brésil pour le coefficient de Gini) ont connu un accroissement de leurs inégalités (ils sont en vert). C'est particulièrement vrai en Chine et en Russie, qui voient leur coefficient de Gini plus que doublé, dans les pays du Nord, qui affichent pour certains d'entre eux, la Finlande et la Suède notamment, une progression conséquente des inégalités, mais aussi en Allemagne. S'agissant de la progression de la part du revenu détenue par les plus riches, elle est particulièrement massive en Russie (+ 26,6 points pour les 10 % les plus riches, + 22,5 points pour les 1 % les plus riches !), forte dans les autres BRICS (à l'exception du Brésil), mais aussi dans les pays anglo-saxons (États-Unis en tête pour les 1 %, en Suède et au Japon (pour les 10 %).

En revanche, depuis la crise financière (la partie droite du **graphique 11**), la moitié des pays représentés voient leur coefficient de Gini reculer et les autres augmenter, mais faiblement, à l'exception de la Suède où la progression dépasse 5 %. La part du revenu détenue par les 10 % les plus riches ne continue de progresser significativement qu'en Inde et en Afrique du Sud. Partout ailleurs elle recule ou se stabilise. Le renversement de tendance depuis la crise financière est encore plus marqué pour la part du revenu détenue par les 1 % les plus riches. Ainsi, à un mouvement de progression généralisé des inégalités entre le milieu des années 1980 et la crise financière se substitue ensuite une évolution moins marquée et plus hétérogène.

¹³ La base WIID UNU-WIDER est une compilation de données sur les inégalités de revenus tirée de diverses sources. Elle fournit pour chaque pays plusieurs coefficients de Gini par année, en fonction des données disponibles et des sources. Les coefficients de Gini retenus ici sont basés sur le revenu disponible sauf pour l'Inde (consommation). L'unité statistique est la personne, ce qui signifie qu'une correction pour la taille du ménage a été apportée. Cette correction est la racine carrée de la taille du ménage pour l'Afrique du Sud (sauf pour l'année 2011) et pour la Chine en 2002. Les données les plus fiables ont été privilégiées de telle sorte que la qualité est élevée sauf pour l'Inde (moyenne) et certaines années pour la Chine (faible en 1985 et 1991 ; moyenne en 1995, 2000 et 2003, inconnue de 2006 à 2009). Dans la mesure du possible, une même source a été conservée sur plusieurs années.

Graphique 11
EVOLUTION DES INEGALITES INTERNES, 1985 -2007 ET 2007-2015



Lecture : les pays en vert (orange) sont ceux qui ont vu leurs inégalités augmenter (baisser) entre la date initiale et la crise financière (à gauche) ou depuis la crise financière (à droite). Plus un pays est éloigné de première bissectrice plus la variation de ses inégalités sur la période est importante.

Sources : Panel A, OCDE, UNU-WIDER, base de données WIID version 3.4 (pour les BRICS hormis la Russie), et base de données ATG version octobre 2016 (pour la Russie) ; Panels B & C, WID.world.

Notes du graphique 11 :

Les inégalités sont mesurées dans ces graphiques à partir du coefficient de Gini (revenu disponible par équivalent adulte pour les pays de l'OCDE, par tête pour les BRICS, à l'exception de l'Inde où c'est la consommation par tête) et à partir de la part du revenu avant impôts et transferts (à l'exception des pensions de retraite et des indemnités chômage) détenue par les 10 % et les 1% des adultes les plus riches.

Panel A : 1985-2007 * Pour les pays suivants l'année initiale n'est pas l'année 1985 : Inde (1986), Finlande (1987), Russie (1988), Italie et Suède (1991), Etats-Unis (1993), France (1996) ; ** L'année finale n'est pas 2007 pour le Japon (2006), la Suède (2008) et l'Inde (2011). L'Irlande, le Portugal, l'Espagne et l'Afrique du Sud ne figurent pas sur ce graphique car la première année pour laquelle les données sont disponibles est 2004 pour les deux premiers pays, 2007 pour l'Espagne et 2008 pour l'Afrique du Sud. **2007-2015** * Pour les pays suivants l'année initiale n'est pas l'année 2007 : Portugal et Inde (2005), Japon (2006), Suède et Afrique du Sud (2008) ; ** L'année finale n'est pas 2015 pour l'Allemagne, le Brésil, le Danemark, l'Irlande et l'Italie (2014), la Russie (2013), l'Afrique du Sud, la Chine et le Japon (2012). L'Inde ne figure pas sur ce graphique faute de données suffisantes sur la période.

Panel B : 1985-2007 * Pour les pays suivants l'année initiale n'est pas l'année 1985 : Allemagne (1986), Portugal (1989), Finlande (1990), Brésil (2001) ; ** L'année finale n'est pas 2007 pour le Portugal (2005). L'Afrique du Sud ne figure pas sur ce graphique car la première année pour laquelle les données sont disponibles pour ce pays est l'année 2008. **2007-2015** * Pour l'Afrique du Sud l'année initiale n'est pas 2007 mais 2008 ; ** L'année finale n'est pas 2015 pour la France, les Etats-Unis et le Royaume-Uni (2014), l'Inde et la Suède (2013), l'Afrique du Sud, l'Espagne et les Pays-Bas (2012), l'Allemagne (2011), le Danemark et le Japon (2010), la Finlande, l'Irlande et l'Italie (2009). Ces trois derniers pays ont été laissés sur ce graphique bien que la période soit très courte (2 ans). Le Portugal ne figure pas sur ce graphique faute de données sur la période.

Panel C : 1985-2007 * Pour les pays suivants l'année initiale n'est pas l'année 1985 : Allemagne (1986), Portugal (1989), Brésil (2001) ; ** L'année finale n'est pas 2007 pour le Portugal (2005). **2007-2015** ** L'année finale n'est pas 2015 pour la France, les Etats-Unis et le Royaume-Uni (2014), l'Inde et la Suède (2013), l'Afrique du Sud, l'Espagne et les Pays-Bas (2012), l'Allemagne (2011), le Danemark et le Japon (2010), la Finlande, l'Irlande et l'Italie (2009). Ces trois derniers pays ont été laissés sur ce graphique bien que la période soit très courte (2 ans). Le Portugal ne figure pas sur ce graphique faute de données sur la période.

Conséquences de ces évolutions, en fin de période plus aucun pays n'affiche un indice de Gini inférieur à 0,25, même si les pays du Nord et surtout le Danemark demeurent parmi les pays les moins inégalitaires (voir aussi **graphique A4 en annexe**). A l'autre extrémité du spectre, les pays les plus inégalitaires sont, quel que soit la mesure retenue, des pays émergents : Afrique du Sud, Brésil et Chine pour le coefficient de Gini, Afrique du Sud, Inde et Brésil pour la part du revenu détenue par les 10 % les plus riches et Brésil, Inde et Russie pour la part du revenu détenue par les 1 % les plus riches. Les États-Unis occupent dans ce classement des pays les plus inégalitaires à chaque fois la quatrième place : la part du revenu détenue par les 10 % les plus riches y est plus élevée (47 %) qu'en Russie (45,5 %) et qu'en Chine (41,4 %), celle détenue par les 1% les plus riches plus forte (20 %) qu'en Afrique du Sud (19,2 %) et qu'en Chine (14 %) et le coefficient de Gini plus important qu'en Inde ou en Russie (voir aussi **graphiques A5 et A6 en annexe**).

6. Conclusions

Au terme de ce panorama que retenir ? Trois choses peut-être. Tout d'abord que des progrès indéniables ont été accomplis pour disposer d'informations sur les inégalités même si beaucoup reste encore à faire en la matière pour parvenir à des estimations cohérentes et qui permettent d'évaluer les inégalités mondiales sans faire d'hypothèses sur un certain nombre de paramètres qui se traduisent par des résultats pas toujours convergents. A cet égard le développement de la base WID, qui a pour ambition de produire des comptes nationaux distributifs (*Distributional National Accounts - DINA*) qui décrivent la répartition des revenus en utilisant des concepts cohérents dans le cadre des comptes nationaux au niveau macroéconomique (Blanchet & Chancel, 2016 ; Chancel & Gethin, 2017), est encourageant.

Ensuite, que l'hypermondialisation, comme certains la qualifie désormais, qui s'est déployée des années 1990 jusqu'à la crise de 2007-2008, s'est accompagnée d'une convergence des niveaux de vie des pays en développement vers celui des pays développés. Le fait est assez remarquable pour le souligner. On se rappelle qu'à la fin des années 1990, c'est bien le fait que la mondialisation ne permettait pas un rattrapage des niveaux de vie entre pays qui mobilisait l'attention et conduisait certains à questionner, voire remettre en cause la mondialisation.

Enfin, et c'est un des aspects qui conduit aujourd'hui à contester la mondialisation telle qu'on l'a connue jusqu'à la crise, les inégalités au sein des pays se sont accrues. Certes à des vitesses et selon des ampleurs bien différentes d'un pays à l'autre, mais, comme dans *Les animaux malades de la peste* de Jean de La Fontaine, « tous étaient frappés », tout du moins ceux examinés dans ce Panorama.

Depuis la crise, en revanche, et c'est un point qui n'est pas (assez) souvent souligné, dans nombre de pays les inégalités se stabilisent voire régressent. Certes pas énormément, en tout cas pas suffisamment pour s'établir en deçà de leurs niveaux du milieu des années 1980, mais sans doute assez pour s'interroger sur les liens qu'elles entretiennent avec la sphère financière. A cet égard, plusieurs canaux ont été explorés. De nombreux travaux empiriques ont ainsi cherché à estimer si l'expansion financière, telle que mesurée par le crédit aux ménages rapporté au PIB ou la capitalisation boursière, avait conduit à un accroissement des inégalités de revenu.

La littérature est abondante et la question est surtout de savoir dans quel sens la relation s'établit : des inégalités vers le développement financier ou au contraire de l'expansion financière vers les inégalités. Les deux thèses ont été explorées. Pour Cournède & Denk (2015) ou Cournède & Mann (2017), par exemple, c'est bien l'expansion financière, offre de crédit et expansion des marchés boursiers, favorisée par la déréglementation, qui alimente les inégalités de revenu. En revanche pour Bazillier *et alii* (2017) et Héricourt (2018), c'est parce que les inégalités s'étaient creusées que le crédit aux ménages s'est envolé. Pour maintenir leur niveau de vie, les ménages pauvres et surtout les classes moyennes n'avaient pas d'autre option que de recourir au crédit, alimentant son emballement et la crise qui s'est ensuivie. Si la méthodologie utilisée par Bazillier *et alii* (2017) paraît plus robuste que celle mobilisée par ceux pour qui c'est le développement de la finance qui conduit à la progression des inégalités, il n'en demeure pas moins que l'évolution des rémunérations dans la finance, depuis la libéralisation financière du début/milieu des années 1980, a contribué, dans de nombreux pays, à l'augmentation des inégalités. Ces rémunérations ont en effet connu une progression sans commune mesure avec celles observées dans les secteurs non financiers qui reflète avant tout la meilleure rémunération des travailleurs les plus qualifiés du secteur financier (Reshef, 2017a, 2017b et 2018). Ainsi inégalités et finance entretiennent des liens qui, selon les canaux, jouent dans un sens ou dans l'autre et qui invitent à se préoccuper des inégalités pour éviter de nourrir l'instabilité financière et de la réglementation de la finance pour éviter le creusement des inégalités.

7. Annexe

L'indicateur de Theil et la déviation logarithmique moyenne

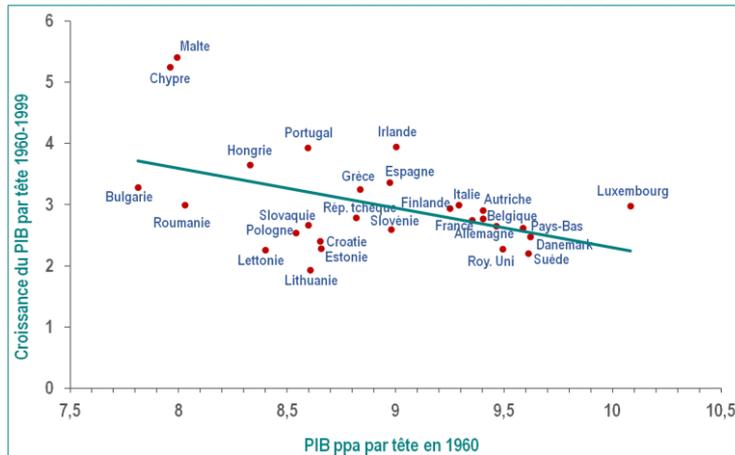
Soit y_{ij} , le revenu de l'individu j dans le pays i

μ , le revenu moyen mondial, μ_i celui du pays i

N , la population mondiale, N_i celle du pays i

L'indicateur de Theil	La déviation logarithmique moyenne (ou second indicateur de Theil)
$T = \frac{1}{N} \sum_{i=1}^I \sum_{j=1}^{N_i} \frac{y_{ij}}{\mu} \ln \left(\frac{y_{ij}}{\mu} \right)$ $T = \sum_{i=1}^I \frac{N_i \mu_i}{N \mu} \sum_{j=1}^{N_i} \frac{y_{ij}}{N_i \mu_i} \left[\ln \left(\frac{y_{ij}}{\mu_i} \right) + \ln \left(\frac{\mu_i}{\mu} \right) \right]$ $T = \sum_{i=1}^I \frac{N_i \mu_i}{N \mu} \left[\sum_{j=1}^{N_i} \frac{y_{ij}}{N_i \mu_i} \ln \left(\frac{y_{ij}}{\mu_i} \right) \right] + \sum_{i=1}^I \frac{N_i \mu_i}{N \mu} \ln \left(\frac{\mu_i}{\mu} \right)$ <p>car $\sum_{j=1}^{N_i} \frac{y_{ij}}{N_i \mu_i} = 1$ pour chaque i</p> $T = \sum_{i=1}^I \frac{N_i \mu_i}{N \mu} T_i + \sum_{i=1}^I \frac{N_i \mu_i}{N \mu} \ln \left(\frac{\mu_i}{\mu} \right)$ $T = \sum_{i=1}^I \frac{Y_i}{\bar{Y}} T_i + \sum_{i=1}^I \frac{Y_i}{\bar{Y}} \ln \left(\frac{Y_i/N_i}{\bar{Y}/N} \right)$ $T = T_w + T_B,$	$L = \frac{1}{N} \sum_{i=1}^I \sum_{j=1}^{N_i} \ln \left(\frac{\mu}{y_{ij}} \right)$ $L = \sum_{i=1}^I \frac{N_i}{N} \sum_{j=1}^{N_i} \frac{1}{N_i} \left[\ln \left(\frac{\mu_i}{y_{ij}} \right) + \ln \left(\frac{\mu}{\mu_i} \right) \right]$ $L = \sum_{i=1}^I \frac{N_i}{N} \left[\sum_{j=1}^{N_i} \frac{1}{N_i} \ln \left(\frac{\mu_i}{y_{ij}} \right) \right] + \sum_{i=1}^I \frac{N_i}{N} \ln \left(\frac{\mu}{\mu_i} \right)$ $L = \sum_{i=1}^I \frac{N_i}{N} L_i + \sum_{i=1}^I \frac{N_i}{N} \ln \left(\frac{\mu}{\mu_i} \right)$ $L = \sum_{i=1}^I \frac{N_i}{N} L_i + \sum_{i=1}^I \frac{N_i}{N} \ln \left(\frac{Y/N}{Y_i/N_i} \right)$ $L = L_w + L_B,$
<p>avec</p> <ul style="list-style-type: none"> T_w la composante interne des inégalités mondiales qui est la somme pondérée, par la part du revenu de chaque pays dans le revenu mondial, des inégalités internes à chaque pays (T_i), T_B les inégalités internationales. 	<p>avec</p> <ul style="list-style-type: none"> L_w la composante interne des inégalités mondiales qui est la somme pondérée, par la part de la population de chaque pays dans la population mondiale, des inégalités internes à chaque pays (L_i), L_B les inégalités internationales.

A.1 CONVERGENCE DES NIVEAUX DE VIE DES 28 DE L'UE 1960-1999



Note : l'échelle des PIB-PPA par tête est en logarithme.
Source : calcul des auteurs à partir de CEPII, base de données CHELEM-PIB.

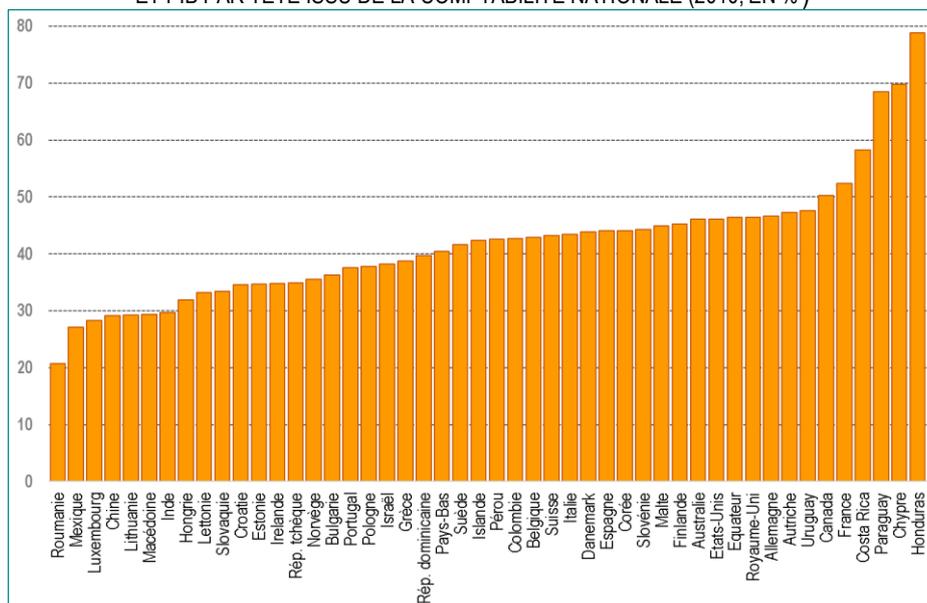
A.2 INEGALITES MONDIALES

BANQUE MONDIALE (2016) VERSUS LAKNER & MILANOVIC (2016) PPA 2011
LAKNER & MILANOVIC (2016) : PPA 2011 VERSUS PPA 2005



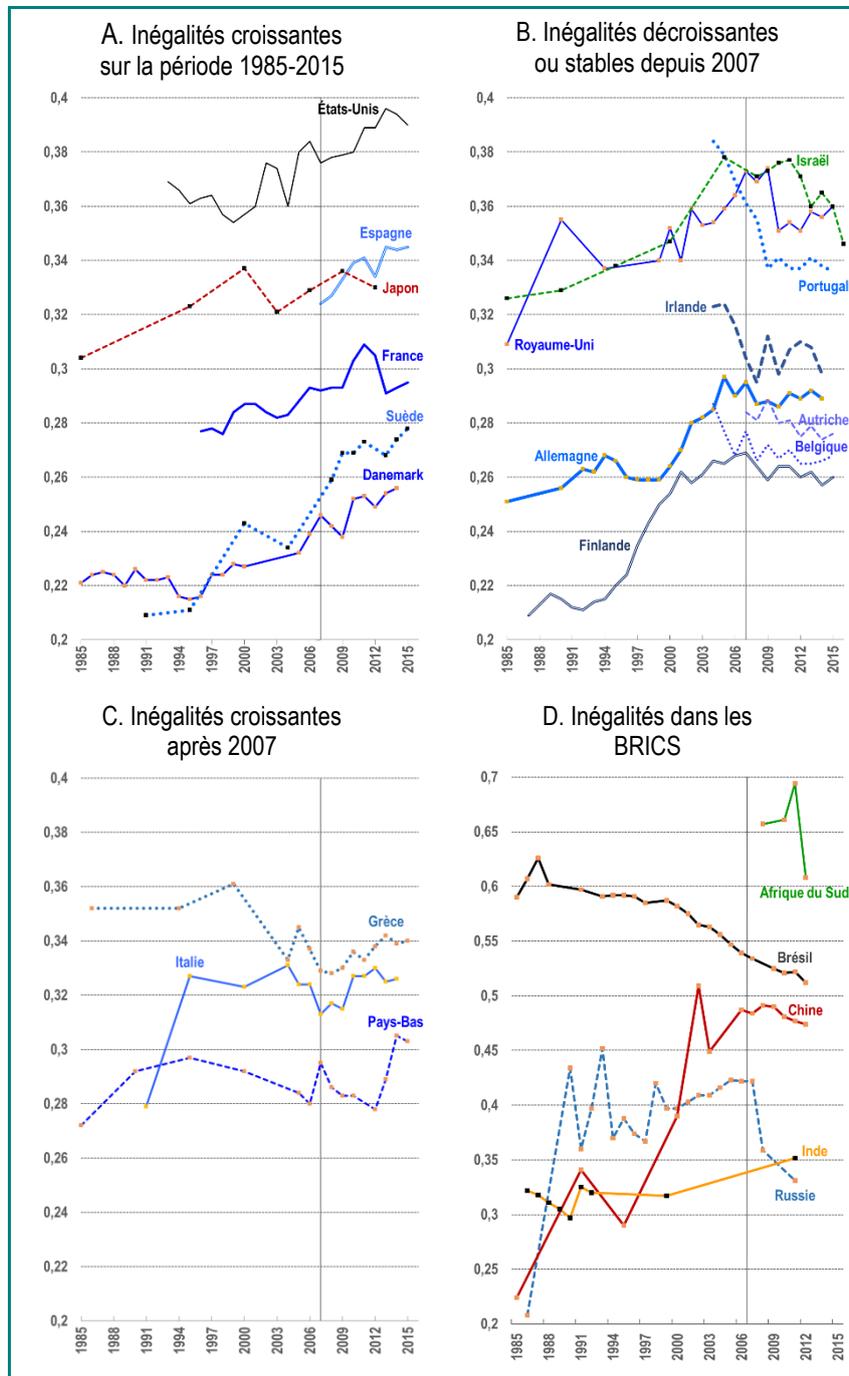
Sources : Banque mondiale (2016) et Lakner & Milanovic (2016).

A.3 ECARTS RELATIFS ENTRE REVENU MOYEN ISSU DES ENQUETES ET PIB PAR TETE ISSU DE LA COMPTABILITE NATIONALE (2010, EN %)



Sources : calculs des auteurs à partir de Banque mondiale, PovcalNet et CEPII, base de données CHELEM-PIB.

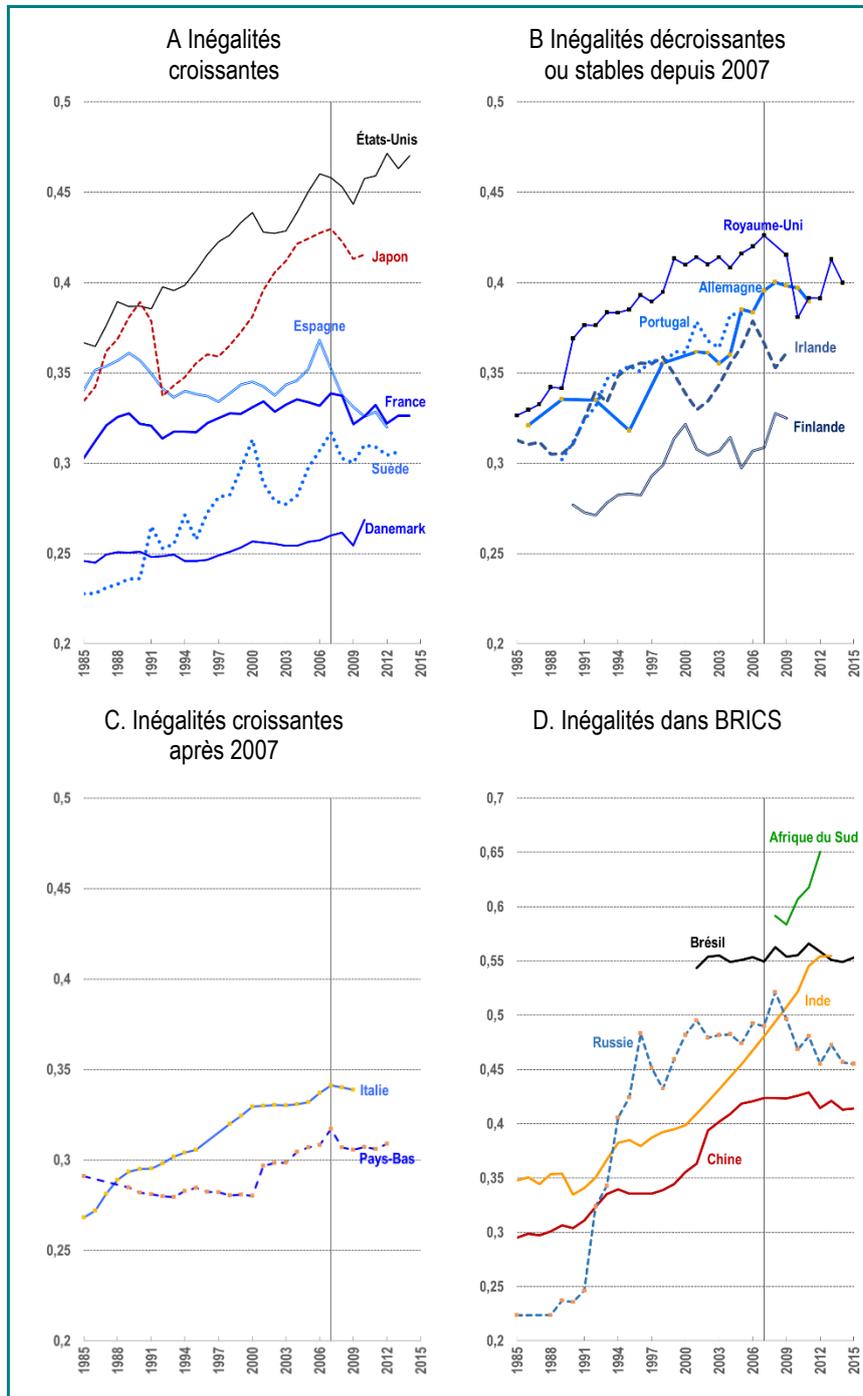
**A.4 EVOLUTION DES INEGALITES INTERNES :
INEGALITES DE REVENUS DISPONIBLES - INDICE DE GINI**



Note : Les petits carrés (jaunes ou noirs) signalent les années disponibles pour les pays dont les séries connaissent une discontinuité.

Sources : OCDE, UNU-WIDER, base de données WIID version 3.4 (pour les BRICS hormis la Russie), et base de données ATG version octobre 2016 (pour la Russie).

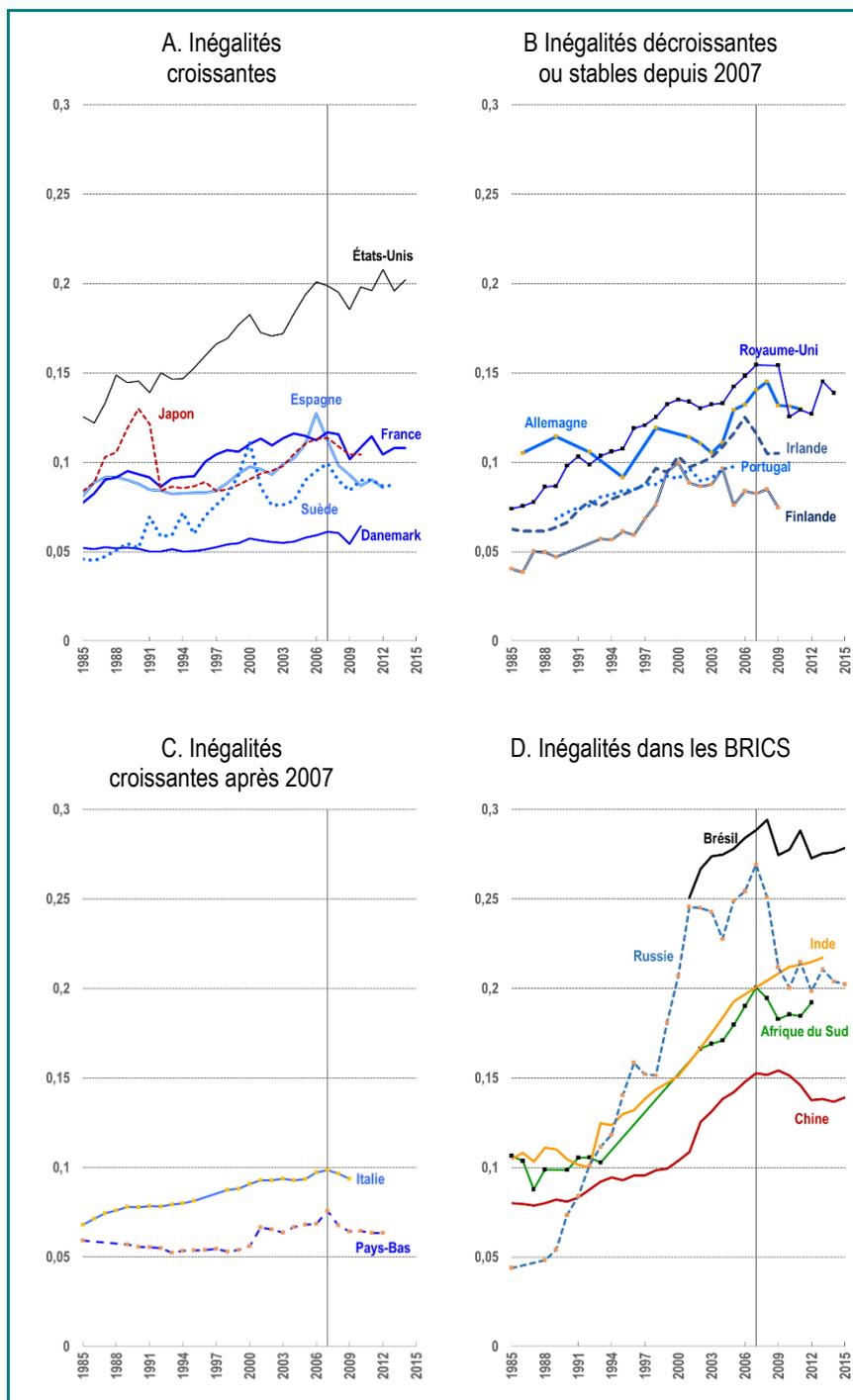
A.5 EVOLUTION DES INEGALITES INTERNES :
PART DU REVENU* DETENU PAR LES 10 % LES PLUS RICHES



Notes : Les petits carrés (jaunes ou noirs) signalent les années disponibles pour les pays dont les séries connaissent une discontinuité. * Revenu avant impôts et transferts, à l'exception des pensions de retraite et des indemnités chômage.

Source : WID.world.

A.6 EVOLUTION DES INEGALITES INTERNES :
PART DU REVENU* DETENU PAR LES 1 % LES PLUS RICHES



Notes : Les petits carrés (jaunes ou noirs) signalent les années disponibles pour les pays dont les séries connaissent une discontinuité. * Revenu avant impôts et transferts, à l'exception des pensions de retraite et des indemnités chômage.

Source : WID.world.

■ Références

- Anand S. (1983), *Inequality and poverty in Malaysia: measurement and decomposition*, World Bank research publication. New York: Oxford University Press.
- Anand S. & Segal P. (2008), "What Do We Know about Global Income Inequality?", *Journal of Economic Literature*, 46 (1): 57-94.
- Bazillier R., Héricourt J. & Ligonière S. (2017), "Les inégalités, un moteur du crédit aux ménages", *La Lettre du CEPII*, N° 379, juillet-août.
- Bensidoun I. (2004), "L'imbricatio des inégalités", in CEPII, *L'économie mondiale 2005*, Repères, La Découverte.
- Bensidoun I. (2018), "Inégalités dans le monde - D'une contradiction à l'autre" in Bensidoun I. & Couppey-Soubeyran J. (dir.), *Carnets graphiques - L'économie mondiale dévoile ses courbes*, CEPII.
- Bensidoun I. & Chevallier A. (2005), "Inégalités dans le monde : poids et mesures", *La Lettre du CEPII*, n°242, février.
- Bensidoun I. & Elkouby G. (2018), "Inégalités - Un intérêt tardif", in Bensidoun I. & Couppey-Soubeyran J. (dir.), *Carnets graphiques - L'économie mondiale dévoile ses courbes*, CEPII.
- Bensidoun I. & Boone L. (1998), "La notion de convergence", in CEPII, *L'économie mondiale 1999*, Repères, La Découverte.
- Blanchet T. & Chancel L. (2016), "National Accounts Series Methodology", *WID.world*, September.
- Bourguignon F. (2017), "World changes in inequality: an overview of facts, causes, consequences and policies", *BIS Working Papers* No 654, August.
- Chancel L. & Gethin A. (2017), "Building a global income distribution brick by brick", *WID.world Technical Note*, Decembre.
- Cournède B. & Mann C. L. (2017), "Effets structurels du développement financier sur la croissance et les inégalités", *Revue d'économie financière* 2017/3 (N° 127), pp. 21-36.
- Cournède B. & Denk O. (2015), "Finance and income inequality in OECD countries", *OECD Economics Department Working Paper*, No. 1224, OECD Publishing, Paris.
- Deaton A. (2003), "Measuring poverty in a growing world", *NBER Working Paper*, No. 9822, July.
- Héricourt J. (2018), "Inégalités et crédit aux ménages, Un couple infernal", in Bensidoun I. & Couppey-Soubeyran J. (dir.), *Carnets graphiques - L'économie mondiale dévoile ses courbes*, CEPII.
- Héricourt J. (2018), "Les inégalités font bondir le crédit et le risque de crise financière", *Le Blog du CEPII*, janvier.
- IMF (2017), *IMF Fiscal Monitor: Tackling Inequality*, October.
- Jorda V. & Nino-Zarazua M. (2016), "Global inequality. How large is the effect of top incomes?", *WIDER Working Paper*, August.
- Lakner C. & Milanovic B. (2013), "Global Income Distribution: From the Fall of the Berlin Wall to the Great Recession", *Policy Research Working Paper; No. 6719*. World Bank.
- Lakner C. & Milanovic B. (2016), "Global Income Distribution: From the Fall of the Berlin Wall to the Great Recession", *World Bank Economic Review*, Volume 30, January.
- Meyer B.D. & Sullivan J.X. (2013), "Consumption and income Inequality and the Great Recession", *American Economic Review: Papers & Proceedings*, 103(3): 178-183.
- Milanovic B. (2005), *Worlds Apart: Measuring International and Global Inequality*. Princeton University Press.
- Milanovic B. (2016), "Global Inequality: A New Approach for the Age of Globalization", *Boston and London: Harvard University Press*.

- Milanovic B. & Roemer J.E. (2016), "Interaction of Global and National Income Inequalities", *Journal of Globalization and Development*, Volume 7, June.
- Nino-Zarazua M, Roope L. & Tarp F. (2015), "Global Inequality: Relatively Lower, Absolutely Higher", *Mimeo*, 10th February.
- Nino-Zarazua M, Roope L. & Tarp F. (2016), "Global Inequality: Relatively Lower, Absolutely Higher", *Review of Income and Wealth*, Volume 63, August.
- OECD (2015), "In It Together: Why Less Inequality Benefits All", *Overview of inequality trends, key findings and policy directions*, May.
- Ostry J.D., Berg A. & Tsangarides C. G. (2014), "Redistribution, Inequality and Growth", *IMF Staff discussion note SDN/14/02*.
- Reshef A. (2017a), "Pourquoi de si hauts salaires dans la finance ?", *La Lettre du CEPII*, N° 378, juin.
- Reshef A. (2017b), "À quoi tient la progression des salaires dans la finance ? ", in Bensidoun I. & Couppey-Soubeyran J. (dir.), *20 questions d'économie internationale pour le quinquennat*, CEPII.
- Reshef A. (2018), "Salaires dans la finance, une envolée interrompue par la crise" in Bensidoun I. & Couppey-Soubeyran J. (dir.), *Carnets graphiques - L'économie mondiale dévoile ses courbes*, CEPII.
- World Bank (2016), *Poverty and Shared Prosperity 2016: Taking on Inequality*, Washington, DC: World Bank.
- Young A.T., Higgins M.J. and Levy D. (2008), "Sigma Convergence versus Beta Convergence: Evidence from U.S. County-Level Data", *Journal of Money, Credit and Banking*, Vol. 40, No. 5, August.

Auteurs

Isabelle Bensidoun est économiste au CEPII (isabelle.bensidoun@cepii.fr).

Grégoire Elkouby est étudiant en master 2 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (gregoire.elkouby@gmail.com).

Citation

Bensidoun, I. & Elkouby, G. (2019), "Un monde moins inégalitaire, mais des pays plus inégaux ?", *Panorama du CEPII*, n°2019-01, février.

Copyright CEPII, 2019. Les lecteurs sont encouragés à citer et reproduire le matériel de ce Panorama pour des fins éducatives et à but non lucratif, à condition de mentionner la source.

Panorama du

Le CEPII (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales) est le principal centre français d'étude et de recherche en économie internationale. Les analyses et études du Centre contribuent au débat public et à la formulation des politiques économiques en matière de politique commerciale, compétitivité, macroéconomie, finance internationale et croissance.

Panorama du CEPII

- Analyses par thème de l'économie internationale
- Compendium de statistiques à partir des bases du CEPII
- Méthodologies utilisées par le CEPII

© CEPII, PARIS, 2019

Tous droits réservés. Les opinions exprimées dans ce Panorama sont celles des auteurs.

Directeur de la publication :
Sébastien Jean

Rédactrice en chef :
Deniz Ünal

Contact presse :
presse@cepii.fr

CEPII
20, avenue de Ségur
TSA 10726

75334 Paris Cedex 07

+33 1 53 68 55 00

www.cepii.fr

RECHERCHE ET EXPERTISE
SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

